

Zink, Dolph Warren, *The Political Risks for Multinational Enterprise in Developing Countries*, New York et Londres, Praeger Publishers, 1973, 186 p.

Bernard Bernier

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700718ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700718ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, B. (1976). Compte rendu de [Zink, Dolph Warren, *The Political Risks for Multinational Enterprise in Developing Countries*, New York et Londres, Praeger Publishers, 1973, 186 p.] *Études internationales*, 7 (3), 486–487.  
<https://doi.org/10.7202/700718ar>

URI, Pierre, *Développement sans dépendance*, Calman-Lévy, Paris, 1974.

Parmi l'une des dernières publications de l'Institut atlantique des affaires internationales, *Développement sans dépendance* de Pierre Uri se définit comme étant une polémique dressée contre l'aide internationale d'aujourd'hui et surtout contre une de ses résultantes la plus néfaste : la dépendance.

Abordant le sujet à travers une perspective essentiellement économique, Pierre Uri commence par faire le procès des relations entre les pays nantis et ceux qui sont démunis. Ce faisant, il découvre que les liens d'exploitation qui unissaient les premiers aux seconds risquent fort avec le temps de se renverser. C'est ainsi qu'il expose dans le chapitre la possibilité d'un regroupement de la production des matières premières dans les pays du Tiers-monde en faisant ainsi un modèle d'exploitation des pays capitalistes. Cependant l'auteur précise que, dans le cas de la hausse des prix des matières premières (exemple : pétrole), les perdants dans le jeu sont toujours les pays du Tiers-monde. Cette analyse mettant en évidence la nécessité d'une révision des prix du pétrole rejoint la position d'Antoine Ayoub (voir *Études internationales*, décembre, 1971) pour lequel l'Arabie saoudite serait favorable à une baisse des prix.

L'auteur se montre, toutefois, fort optimiste lorsqu'au chapitre 7 il propose aux multinationales « de servir de têtes de pont pour une meilleure division du travail, un développement plus égalitaire et même le respect d'un régime démocratique du travail » (p. 121). Il semble qu'à ce strict niveau le théoricien l'emporte sur le praticien rendant la réalité des phénomènes internationaux difficile à percevoir. Par contre, Pierre Uri suggère quelques solutions intéressantes, entre autres : une réforme internationale de la fiscalité (p. 135) ; l'élargissement des marchés entre les pays du Tiers-monde (p. 143) ; l'élimination ou le contrôle des monopoles de production

(p. 145) ; le combat des régimes répressifs (p. 152).

En dernier lieu, l'auteur se montre un farouche défenseur de l'intégration régionale qui permettrait, selon lui, un regroupement des marchés du Tiers-Monde et un meilleur partage des avantages des matières premières.

En définitive, Pierre Uri, dans *Développement sans dépendance*, nous donne un son de cloche qui, quoique n'étant pas le premier du genre, nous éveille à la nécessité de la réforme du système d'aide internationale. L'on devra toutefois se souvenir de lire les textes des Jallée, Palloix, Amin, Frank, Baran et autres, afin de donner une perspective plus large à celle que nous offre Pierre Uri.

Roger MÉGÉLAS

*Département de science politique,  
University of British Columbia*

ZINK, Dolph Warren, *The Political Risks for Multinational Enterprise in Developing Countries*, New York et Londres, Praeger Publishers, 1973, 186p.

Ce livre constitue plus un manuel pour investisseurs étrangers dans les pays du Tiers-Monde qu'une analyse du rôle des multinationales dans le sous-développement. En effet, l'auteur tente de développer un cadre qui permettrait d'évaluer les risques politiques auxquels doivent faire face les entreprises américaines surtout en Amérique du Sud, cadre qu'il juge essentiel à l'entrée fructueuse des capitaux et à leur rentabilité dans les pays sous-développés.

Les risques mentionnés par l'auteur, vont du contrôle des importations, de l'entrée du capital étranger, de l'utilisation des ressources, à l'expropriation ou la nationalisation sans compensation, qui constitue d'après Zink, le danger principal. Ces risques

proviennent de diverses causes : l'instabilité du gouvernement local, sa méfiance envers le capital étranger, une incompréhension de départ entre le pays et l'entreprise ; mais la cause principale et fondamentale se situe dans le conflit entre la volonté de souveraineté du gouvernement local et le caractère transnational des entreprises multinationales.

L'auteur pense qu'une meilleure connaissance des conditions d'investissements dans les divers pays est essentielle. Il affirme aussi la nécessité pour les investisseurs de tenir compte des conditions non seulement économiques mais aussi politiques des pays où ils envisagent d'étendre leurs opérations. Pour cela, Zink suggère aux entreprises d'engager des spécialistes en science politique qui jugeraient : des relations du gouvernement du pays concerné avec le gouvernement des États-Unis ; de ses attitudes vis-à-vis des investissements étrangers, spécialement américains ; de la stabilité du gouvernement ; des forces politiques en présence dans le pays ; de la force des syndicats ; enfin des possibilités futures d'expansion des opérations. L'auteur encourage même dans certains cas les capitalistes américains à accepter les entreprises mixtes (*joint ventures*) avec participation du capital de l'État du pays hôte ; cette forme d'entreprise, à condition que le gouvernement soit stable,

assure une meilleure stabilité aux investissements et, dans certains cas, un taux de profit plus que raisonnable. L'entreprise américaine devrait, toutefois, autant que possible, garder le contrôle de la gestion et des ventes.

Les postulats de base du livre de Zink sont que les investissements des multinationales sont nécessairement avantageux pour tous, y compris les pays hôtes, et que la quête du profit ne peut qu'entraîner un développement optimum. L'auteur ne fait aucunement mention des causes du sous-développement, toutes liées à l'utilisation des ressources et des travailleurs des pays du Tiers-Monde à l'avantage des bourgeoisies des pays capitalistes développés. En effet, on ne parle pas de la dépendance, de la dislocation de l'économie locale, du gaspillage des ressources, des profits excessifs, de la corruption qu'entraîne la pénétration du capital monopoliste dans les pays du Tiers-Monde. Zink fait plutôt l'apologie des multinationales et de l'impérialisme américain, alors même que les désavantages des unes et de l'autre pour les pays du Tiers-Monde apparaissent de plus en plus clairement.

Bernard BERNIER

*Département d'anthropologie,  
Université de Montréal*

## 2. OUVRAGES REÇUS

AMIN, Samir, *L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit, 1976, 196p.

BEITZ, Charles et HERMAN, Theodore (eds), *Peace and War*, foreword by Alan Geyer, California, W. H. Freeman & Co., 1973, 435p.

BERNARD, André, *La politique au Canada et au Québec*, Montréal, Presses de l'Uni-

versité du Québec à Montréal, 1976, 516p.

BOLTON, John R., *The Hatch Act. A Civil Libertarian Defense*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, 22p.

CAMAU, Michel, *La notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*, préface de Charles DEBBASCH, Paris, Éd. C.N.R.S., 1971, 502p., bibl. + index.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *L'Union soviétique et le Moyen-Orient 1955-1975*,